

Les îles Canaries : une passerelle vers l'eldorado européen de plus en plus surveillée Les efforts espagnols et européens pour contrer une menace commune à toute l'Union

L'été 2007 a été très chaud sur la côte méditerranéenne sud-ouest espagnole. Outre les touristes attirés en plus grand nombre que les années précédentes par le soleil andalou, les flux d'immigrants clandestins ont eux aussi été très importants au cours de cet été.

233 immigrants détectés au large des Canaries, dont 13 sont morts. 120 arrêtés au port de Los Cristianos à Ténériffe. 48 autres personnes localisées à une quarantaine de milles au sud de Motril, près de Grenade. Au cours des seuls quinze derniers jours du mois d'août, trois embarcations de fortune ont ainsi été interceptées. Elles provenaient toutes trois d'Afrique du Nord. Leurs occupants étaient vraisemblablement tous d'origine subsaharienne, fuyant la misère africaine. L'année dernière, ils ont été près de 31 000 candidats à l'immigration clandestine au large des îles Canaries seulement, première cible des flux d'immigrants clandestins malgré le renforcement de la sécurité dans les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, situées en territoire africain.

Depuis plus de quinze ans maintenant –en 1992, le traité de Maastricht a inauguré les frontières intérieures libres de l'Union-, il incombe à l'Espagne une responsabilité accrue en ce qui concerne le problème de l'immigration clandestine de l'ensemble de l'Union Européenne. De fait, un immigré qui a réussi à entrer clandestinement en Espagne a la liberté de se déplacer dans tous les autres Etats-membres européens. De quelle manière évolue donc la politique espagnole face à cet état d'urgence d'ampleur européenne ? Dans une Europe encore inapte à instaurer une politique commune d'immigration, l'Espagne – mais aussi l'Italie ou encore la Grèce-, redouble d'efforts et d'initiatives pour que Bruxelles l'aide à cesser d'être empruntée comme un couloir conduisant aux plus riches Etats-membres de l'Union.

Une meilleure surveillance maritime des flux migratoires illégaux est devenue peu à peu un des objectifs des deux dernières années du mandat du président du gouvernement espagnol socialiste. Concernant sa politique d'immigration, José Luis Rodriguez Zapatero a en effet changé de discours, qu'il a agrémenté, au cours de son ultime rencontre avec le président de la République française, Nicolas Sarkozy, de regrets quant à la régulation massive de 700 000 immigrants clandestins qu'il avait lui-même décidée en mai 2005. Dans la pratique, Madrid s'est aussi montrée de plus en plus au diapason de Bruxelles, c'est-à-dire d'européaniser la question de la surveillance maritime en Méditerranée. Celle-ci se traduit par l'élaboration de nouvelles structures et de nouveaux moyens.

L'initiative la plus récente relative à ce domaine est proprement nationale. Elle repose sur l'avion CN-235 Persuader, entièrement développé par le groupe espagnol EADS CASA. Le CN-235 Persuader est l'avion le plus adapté à la surveillance maritime. L'Armée de l'Air espagnole a récemment reçu 3 des 4 avions qu'elle avait commandés. Si leur acquisition visait d'abord à combler les défaillances de la sécurité maritime espagnole révélée au grand jour par le désastre du *Prestige* à la fin de l'année 2002, à l'heure d'une plus grande prise de conscience des problèmes migratoires en Méditerranée, elle semble aujourd'hui davantage vouée à détecter les flux d'immigrés clandestins.

D'une portée de 2.706 km, d'une vitesse de 437 km/h et d'une autonomie de 8 à 10 heures, la spécificité du CN-235 Persuader réside dans le Système Tactique Totalemment Intégré (FIST). Il s'agit du système le plus moderne et le plus efficace au monde pour la détection de navires, notamment grâce à son radar de surveillance accompagné de modes de suivi et d'image automatiques et à ses senseurs de mission. Si l'Espagne espère améliorer ses

missions maritimes grâce au CN-235, elle a aussi pour ambition d'élargir la vente de celui-ci aux autres Etats-membres européens.

Les autres initiatives espagnoles visant à améliorer la surveillance maritime des flux migratoires illégaux au large des Canaries entrent dans le cadre plus large de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle (Frontex).

Créée en mai 2005, l'Agence Frontex, dont le siège se trouve à Varsovie, repose sur deux centres spécialisés dans le contrôle des frontières : le Western Sea Borders Centre (WSBC), situé à Madrid, et le Eastern Sea Borders Centre (ESBC), situé au Pirée. Le centre européen de surveillance de la Méditerranée Occidentale se situe donc en Espagne. Sa direction est composée de membres de la Direction de la Police et de la Guardia Civil. En août 2006, les 3,2 millions d'euros débloqués par l'UE ont permis de créer une « patrouille européenne contre l'immigration clandestine ». Elle coordonne les moyens déjà existant de chaque Etat-membre concerné par un afflux ponctuel d'immigrants clandestins. Pour ne citer qu'un exemple, on peut évoquer l'opération Héra, qui s'est déroulée au large de la Mauritanie et de Cap Vert afin d'entraver la multiplication des migrations clandestines vers les îles Canaries.

Récemment, la Guardia Civil espagnole a obtenu le financement par le Conseil Européen de divers projets communautaires dont elle a eu l'initiative. Parmi eux, le projet « Sea Horse », regroupant l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, la France, le Maroc, la Mauritanie, Cap Vert et le Sénégal. Ce projet vise à renforcer la surveillance maritime des îles Canaries. Il vise également à aider la Mauritanie et le Sénégal à établir un Service Maritime moderne et efficace pour lutter contre l'immigration illégale issue de leur pays et se dirigeant vers le sud de l'Espagne.

Deux ans après la création de l'Agence Frontex, la côte méditerranéenne sud-ouest de l'Espagne est toujours très convoitée par les immigrants clandestins venus d'Afrique. Cependant, l'heure n'est plus à l'utilisation des simples moyens nationaux de chaque Etat méditerranéen. Même si l'on est très loin d'une police des mers européenne, c'est toute l'Union qui se sent concernée et qui met peu à peu en place des dispositifs pragmatiques visant à utiliser les moyens existant de chaque Etat-membre afin de mieux les coordonner.

Début 2008, le nouveau plan « RABIT » (Rapid Border Intervention Teams), coordonné par l'Agence Frontex, permettra de détacher temporairement des garde-frontières d'un Etat membre pour assister les gardes-frontières nationaux d'un autre Etat-membre lorsque celui-ci est confronté à un afflux massif de ressortissants de pays tiers tentant d'entrer illégalement sur son territoire.

Que ce soit à l'échelle nationale ou dans le cadre plus large de l'UE, l'Espagne semble bien déterminée à donner une image nouvelle de sa politique d'immigration nationale, tout en prenant l'initiative de projets européens ambitieux.

Les îles Canaries : une porte sagement surveillée plutôt qu'une passerelle menant à toute l'Union. Telle est l'image que le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero semble vouloir désormais donner à ses homologues européens.

Muriel SANTORO est étudiante en Master, spécialisée en études européennes. Elle étudie particulièrement le rôle de l'Espagne dans ses relations avec l'UE et les Etats-Unis.